

Aussi, la situation actuelle doit clairement être considérée comme un cas d'urgence spécialement motivée, tel que visé à l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, de sorte que l'avis de la section de Législation du Conseil d'État n'est pas requis.

LA MINISTRE FLAMANDE DE LA JUSTICE ET DU MAINTIEN, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ENERGIE ET DU TOURISME ARRÊTE :

Article 1^{er}. La date limite de dépôt du 31 décembre 2022, visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 9 décembre 2022 établissant une situation de force majeure en matière de permis d'environnement dans la ville d'Anvers, est prolongée pour la neuvième fois de trente jours.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 26 août 2023.

Bruxelles, le 7 juillet 2023.

La ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,
Z. DEMIR

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/43748]

6 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exemplarité au niveau social et environnemental des entreprises

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, l'article 8, alinéa 1^{er} ;

Vu l'ordonnance du 17 mars 2023 mobilisant l'épargne citoyenne au bénéfice de l'économie et de la transition économique, l'article 9, § 5 ;

Vu le test d'égalité des chances, établi le 2 février 2023 conformément à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu l'avis de Brupartners, donné le 31 mars 2023 ;

Vu l'avis de l'Autorité de Protection des Données, donné le 9 mars 2023 ;

Vu l'avis 73.593/1 du Conseil d'Etat, donné le 6 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Économie,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

1^o ordonnance : l'ordonnance du 17 mars 2023 mobilisant l'épargne citoyenne au bénéfice de l'économie et de la transition économique ;

2^o Ministre: le ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Économie ;

3^o BEE : Bruxelles Economie et Emploi du Service public régional de Bruxelles ;

4^o comité d'exemplarité : le comité visé à l'article 9, § 5, alinéa 1^{er}, 4^o, de l'ordonnance ;

5^o label : un label, une certification, un agrément ou une hypothèse similaire ;

6^o entreprise : une organisation telle que visée à l'article I.1, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code de droit économique ;

7^o micro-entreprise : une entreprise telle que visée à l'article 2, point 3, de l'annexe à la Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

Art. 2. Les compétences attribuées à BEE en vertu du présent arrêté peuvent être déléguées à un ou plusieurs de ses agents de niveau A.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/43748]

6 JULI 2023. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de voorbeeldigheid op sociaal en milieuvlak van ondernemingen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 8, eerste lid;

Gelet op de ordonnantie van 17 maart 2023 tot mobilisatie van het burgerspaargeld ten behoeve van het herstel en de economische transitie, artikel 9, § 5;

Gelet op de gelijkkansentest, opgesteld op 2 februari 2023 overeenkomstig artikel 2, § 1, 1^o, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het advies van Brupartners, gegeven op 31 maart 2023;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 maart 2023;

Gelet op advies 73.593/1 van de Raad van State, gegeven op 6 juni 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In dit besluit verstaat men onder:

1^o ordonnantie: de ordonnantie van 17 maart 2023 tot mobilisatie van het burgerspaargeld ten behoeve van het herstel en de economische transitie;

2^o Minister: de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie;

3^o BEW: Brussel Economie en Werkgelegenheid van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel;

4^o voorbeeldigheidscomité: het comité bedoeld in artikel 9, § 5, eerste lid, 4^o, van de ordonnantie;

5^o label: een label, certificering, erkenning of gelijkaardige hypothese;

6^o onderneming: een organisatie als bedoeld in artikel I.1, eerste lid, 1^o, van het Wetboek Economisch Recht;

7^o micro-onderneming: een onderneming als bedoeld in artikel 2, punt 3, van de bijlage bij de Aanbeveling van de Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen.

Art. 2. De krachtens dit besluit aan BEW toegekende bevoegdheden kunnen worden gedelegeerd aan een of meer van haar personeelsleden van niveau A.

Art. 3. Ne peuvent pas être réputés exemplaires au niveau social ou environnemental en application du présent arrêté, les entreprises qui :

1° sont principalement actives dans un des secteurs énumérés dans l'annexe 1^{re};

2° exercent une des activités suivantes :

a) activité qui viole délibérément la législation sociale, fiscale, environnementale et les normes éthiques fondamentales, dont les obligations internationales applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail figurant à l'annexe 2, ainsi que les réglementations nationales en découlant ;

b) activité contraire aux droits fondamentaux ou menée en violation de ces droits ;

c) activité faisant intervenir de la corruption ou des pots-de-vin ;

d) activité relative à la prospection, l'extraction, la transformation, le transport ou le stockage du charbon, du pétrole ou d'autres ressources fossiles destinées à la combustion ;

3° recourent à une société financière ou patrimoniale établie dans un paradis fiscal tel que repris sur la liste paneuropéenne des pays ayant refusé d'engager un dialogue avec l'Union Européenne ou de remédier aux manquements en matière de bonne gouvernance fiscale.

Art. 4. § 1^{er}. BEE gère une base de données dans laquelle sont enregistrées les données suivantes concernant les entreprises, les unités d'établissement et les projets qui ont fait l'objet d'une évaluation ou d'une décision au regard de leur exemplarité au niveau social ou environnemental :

1° le numéro d'entreprise ;

2° la dénomination de l'entreprise ;

3° si la décision ou l'évaluation porte sur l'entreprise, une unité d'établissement ou un projet ;

4° le cas échéant, le numéro d'unité d'établissement ou les données d'identification du projet ;

5° si la décision ou l'évaluation porte sur l'exemplarité au niveau social ou environnemental ou les deux ;

6° s'il s'agit d'une décision ou évaluation positive ou négative ;

7° le cas échéant, les motifs de la décision ou évaluation négative ;

8° la date à laquelle la décision concernant le caractère exemplaire est prise ou l'évaluation est effectuée ;

9° la date de fin de la validité de la décision ;

10° l'organisation ou l'institution qui a pris la décision ou effectué l'évaluation ;

11° l'instrument sur la base duquel la décision est prise ou l'évaluation est effectuée.

§ 2. Les institutions de la Région de Bruxelles-Capitale qui appliquent le présent arrêté ont accès à la base de données. Elles communiquent à BEE toute décision relative à l'exemplarité.

Les autres institutions de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent avoir accès à cette base de données si cet accès est nécessaire à l'accomplissement de leurs missions d'intérêt général ou de leurs obligations légales.

§ 3. Les données à caractère personnel enregistrées dans la base de données sont conservées pour une période maximale de 10 ans après la date de fin de validité de la décision ou après la décision négative.

Les données à caractère personnel nécessaires pour le traitement d'un litige sont toutefois conservées pour la durée du traitement de ce litige et de l'exécution des éventuelles décisions de justice subséquentes.

CHAPITRE 2. — Reconnaissance des labels démontrant l'exemplarité

Art. 5. BEE agréé les labels qui témoignent d'une démarche vers l'exemplarité au niveau social ou environnemental et qui sont réputés démontrer le caractère exemplaire au niveau social ou environnemental d'une entreprise ou d'une unité d'établissement.

Art. 6. L'agrément est valable pour une durée de 5 ans.

BEE peut déterminer une durée de validité du label pour l'entreprise ou l'unité d'établissement qui le détient, en fonction des conditions d'octroi et de la durée de validité du label et de la fréquence des contrôles éventuels.

Art. 3. Kunnen met toepassing van dit besluit niet worden geacht voorbeeldig te zijn op sociaal of milieuvlak, de ondernemingen die:

1° hoofdzakelijk actief zijn in een van de in de bijlage 1 vermelde sectoren;

2° een van de volgende activiteiten uitoefenen:

a) activiteit die opzettelijk de sociale, fiscale en milieuwetgeving en de fundamentele ethische normen schendt, waaronder de toepasselijke internationale verplichtingen op het gebied van milieu-, sociaal en arbeidsrecht opgenomen in bijlage 2, alsook de nationale regelgevingen die eruit volgen;

b) activiteit die in strijd is met of een schending vormt van de fundamentele mensenrechten;

c) activiteit die betrokken is bij corruptie of omkoping;

d) activiteit met betrekking tot de exploratie, winning, verwerking, het vervoer of de opslag van steenkool, aardolie of andere fossiele grondstoffen voor verbranding;

3° gebruik maken van een financiële of vermogensmaatschappij die is gevestigd in een belastingparadijs dat is opgenomen op de pan-Europese lijst van landen die hebben geweigerd een dialoog met de Europese Unie aan te gaan of tekortkomingen op het gebied van goed bestuur in belastingzaken te verhelpen.

Art. 4. § 1. BEW beheert een databank waarin de volgende gegevens worden opgenomen betreffende de ondernemingen, vestigingseenheden en projecten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een beoordeling of beslissing met betrekking tot hun voorbeeldigheid op sociaal of milieuvlak:

1° het ondernemingsnummer;

2° de naam van de onderneming;

3° of de beslissing of beoordeling betrekking heeft op de onderneming, een vestigingseenheid of een project;

4° desgevallend, het nummer van de vestigingseenheid of de identificatiegegevens van het project

5° of de beslissing of beoordeling betrekking heeft op de voorbeeldigheid op sociaal of milieuvlak of beide;

6° of het een positieve of negatieve beslissing of beoordeling betreft;

7° desgevallend, de motieven van de negatieve beslissing of beoordeling;

8° de datum waarop de beslissing betreffende de voorbeeldigheid is genomen of de beoordeling is uitgevoerd;

9° de einddatum van de geldigheid van de beslissing;

10° de organisatie of de instelling die de beslissing heeft genomen of de beoordeling heeft uitgevoerd;

11° het instrument op basis waarvan de beslissing is genomen of de beoordeling is uitgevoerd.

§ 2. De instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die dit besluit toepassen, hebben toegang tot de databank. Zij delen elke beslissing betreffende de voorbeeldigheid mee aan BEW.

De andere instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen toegang krijgen tot deze databank wanneer die toegang noodzakelijk is voor de uitvoering van hun opdrachten van algemeen belang of hun wettelijke verplichtingen.

§ 3. De persoonsgegevens opgenomen in de databank worden bewaard voor een maximumperiode van 10 jaar na de einddatum van de geldigheid van de beslissing of na de negatieve beslissing.

Persoonsgegevens die nodig zijn voor de behandeling van een geschil worden echter bewaard gedurende de tijd die nodig is om een dergelijk geschil te behandelen en eventuele daaropvolgende rechterlijke beslissingen uit te voeren.

HOOFDSTUK 2. — Erkenning van labels die de voorbeeldigheid aantonen

Art. 5. BEW erkent de labels die getuigen van een aanzet naar de voorbeeldigheid op sociaal of milieuvlak en die worden geacht het voorbeeldig karakter op sociaal of milieuvlak van een onderneming of een vestigingseenheid aan te tonen.

Art. 6. De erkenning is geldig voor een duur van 5 jaar.

BEW kan een geldigheidsduur van het label bepalen voor de onderneming of de vestigingseenheid die erover beschikt, in functie van de toekenningsvoorwaarden en de geldigheidsduur van het label en de frequentie van eventuele controles.

Art. 7. Les labels répondent aux conditions suivantes pour pouvoir être agréés :

1° le label contrôle que l'entreprise ou l'unité d'établissement contribue significativement à un ou plusieurs des objectifs sociaux ou environnementaux visés à l'article 9, §§ 2 et 3, de l'ordonnance;

2° les conditions du label sont examinées de façon objective et impartiale, sur la base de critères définis et communiqués à l'avance ;

3° le label concerne une partie représentative des activités d'une entreprise ou d'une unité d'établissement, et non uniquement des produits ou des processus ;

4° le label présente un caractère non discriminatoire, visant le cas échéant un public-cible bien déterminé.

Art. 8. Les labels sont agréés de l'une des manières suivantes :

1° à l'initiative de BEE ;

2° sur proposition du comité d'exemplarité ;

3° à la demande de l'organisation qui définit le label.

Art. 9. Dans le cas visé à l'article 8, 1°, BEE demande l'avis du comité d'exemplarité.

Le comité d'exemplarité émet alors un avis motivé.

BEE décide de l'agrément sur avis du comité d'exemplarité. Si BEE s'écarte dudit avis, il en communique les motifs au comité d'exemplarité.

Art. 10. Dans le cas visé à l'article 8, 2°, le comité d'exemplarité soumet sa proposition d'agrément motivée à BEE.

BEE statue sur la proposition. Si BEE rejette la proposition, il en communique les motifs au comité d'exemplarité.

Art. 11. § 1^{er}. Dans le cas visé à l'article 8, 3°, l'organisation qui gère le label introduit sa demande d'agrément auprès de BEE, au moyen du formulaire mis à disposition par BEE, dûment complété.

Dans les 15 jours de la réception de la demande d'agrément, BEE :

1° demande l'avis du comité d'exemplarité ;

2° accuse réception de la demande à l'égard de l'organisation.

§ 2. Dans les 60 jours de la réception de la demande d'avis, le comité d'exemplarité rend un avis motivé.

Le président du comité peut, d'initiative ou à la demande du comité, demander des informations supplémentaires à l'organisation. Le président peut prolonger le délai visé à l'alinéa 1^{er} de 30 jours, s'il l'estime nécessaire pour recueillir des informations supplémentaires.

Le président informe l'organisation et BEE de la prolongation.

§ 3. Dans les 30 jours de la réception de l'avis ou de l'expiration du délai visé au paragraphe 2, BEE décide de l'agrément. Si BEE s'écarte dudit avis, il en communique les motifs au comité d'exemplarité.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'avis du comité d'exemplarité vaut décision. A défaut d'avis, la demande est réputée refusée.

Art. 12. BEE informe de l'agrément l'organisation qui définit le label et le comité d'exemplarité. Il invite l'organisation à l'informer de toute modification du label relative aux conditions prévues à l'article 7 ou aux informations visées à l'article 13, alinéa 2.

Dans le cas visé à l'article 8, 3°, BEE informe l'organisation qui définit le label du refus d'agrément dans les 15 jours de la décision ou de l'expiration du délai visé à l'article 11, § 3.

Art. 13. BEE met à disposition du public sur son site web une liste des labels agréés.

Cette liste contient au moins les informations suivantes :

1° le nom du label ;

2° l'organisation qui définit le label ;

3° si le label démontre l'exemplarité sociale, environnementale ou les deux ;

4° si le label concerne une entreprise ou une unité d'établissement ;

Art. 7. De labels voldoen aan de volgende voorwaarden om in aanmerking te komen voor erkenning:

1° het label gaat na dat de onderneming of de vestigingseenheid aanzienlijk bijdraagt tot een of meer van de sociale en milieudoelstellingen bedoeld in artikel 9, §§ 2 of 3, van de ordonnantie;

2° de voorwaarden van het label worden op een objectieve en onpartijdige manier beoordeeld, op basis van vooraf bepaalde en meegedeelde criteria;

3° het label heeft betrekking op een representatief deel van de activiteiten van een onderneming of vestigingseenheid, en niet alleen op producten of processen ;

4° het label is niet-discriminerend, desgevallend gericht op een specifieke doelgroep.

Art. 8. De labels worden erkend op een van de volgende wijzen:

1° op initiatief van BEW;

2° op voorstel van het voorbeeldigheidscomité;

3° op vraag van de organisatie die het label bepaalt.

Art. 9. In het geval bedoeld in artikel 8, 1°, vraagt BEW het advies van het voorbeeldigheidscomité aan.

Het voorbeeldigheidscomité brengt vervolgens een gemotiveerd advies uit.

BEW beslist over de erkenning op advies van het voorbeeldigheidscomité. Indien BEW van dit advies afwijkt, deelt zij de redenen daarvoor mee aan het voorbeeldigheidscomité.

Art. 10. In het geval bedoeld in artikel 8, 2°, legt het voorbeeldigheidscomité zijn gemotiveerd erkenningsvoorstel voor aan BEW.

BEW beslist over het voorstel. Indien BEW het voorstel afwijkt, deelt zij de redenen daarvoor mee aan het voorbeeldigheidscomité.

Art. 11. § 1. In het geval bedoeld in artikel 8, 3°, dient de organisatie die een label beheert haar erkenningsaanvraag in bij BEW, met behulp van het door BEW beschikbaar gestelde en naar behoren ingevulde formulier.

Binnen 15 dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag:

1° vraagt BEW het advies van het voorbeeldigheidscomité aan;

2° bevestigt BEW de ontvangst van de aanvraag aan de organisatie.

§ 2. Binnen 60 dagen na de ontvangst van de adviesaanvraag brengt het voorbeeldigheidscomité een gemotiveerd advies uit.

De voorzitter van het comité kan, uit eigen beweging of op vraag van het comité, bijkomende inlichtingen vragen aan de organisatie. De voorzitter mag de in het eerste lid bedoelde termijn met 30 dagen verlengen als hij dit nodig acht met het oog op het verkrijgen van bijkomende inlichtingen.

De voorzitter brengt de organisatie en BEW op de hoogte van de verlenging.

§ 3. Binnen 30 dagen na ontvangst van het advies of na het verstrijken van de in paragraaf 2 bedoelde termijn beslist BEW over de erkenning. Indien BEW van dit advies afwijkt, deelt zij de redenen daarvoor mee aan het voorbeeldigheidscomité.

Zodra de in het eerste lid bedoelde termijn is verstreken, geldt het advies van het voorbeeldigheidscomité als beslissing. Bij gebrek aan advies wordt de aanvraag als geweigerd beschouwd.

Art. 12. BEW brengt de organisatie die het label bepaalt en het voorbeeldigheidscomité op de hoogte van de erkenning. Zij nodigt de organisatie daarbij uit om haar elke wijziging aan het label mee te delen met betrekking tot de voorwaarden bepaald in artikel 7 of de gegevens bedoeld in artikel 13, tweede lid.

In het geval bedoeld in artikel 8, 3°, brengt BEW, binnen 15 dagen van de beslissing of het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 11, § 3, de organisatie die het label bepaalt op de hoogte van de weigering tot erkenning.

Art. 13. BEW stelt op zijn website een lijst van de erkende labels ter beschikking.

Deze lijst bevat minstens de volgende gegevens:

1° de naam van het label;

2° de organisatie die het label bepaalt;

3° of het label de voorbeeldigheid op sociaal of milieuvlak, of beide, aantoont;

4° of het label betrekking heeft op een onderneming of een vestigingseenheid;

5° la date d'agrément du label ;

6° la durée de validité du label pour l'entreprise ou l'unité d'établissement qui le détient, visée à l'article 6, alinéa 2 ;

7° le cas échéant, la date à partir de laquelle les labels octroyés sont admissibles.

Art. 14. § 1^{er}. BEE peut retirer l'agrément d'un label s'il constate que celui-ci ne satisfait pas aux conditions prévues à l'article 7.

§ 2. BEE demande l'avis du comité d'exemplarité avant de retirer l'agrément, sauf dans le cas de manquements graves.

Le comité d'exemplarité émet alors un avis motivé dans les 30 jours de la demande.

BEE décide du retrait sur avis du comité d'exemplarité. Si BEE s'écarte dudit avis, il en communique les motifs au comité d'exemplarité.

§ 3. BEE informe l'organisation qui définit le label et le comité d'exemplarité du retrait de l'agrément dans les 15 jours de ce retrait.

Art. 15. BEE informe trimestriellement le Ministre et Brupartners de tout nouvel agrément ou retrait.

Art. 16. Les labels énumérés dans l'annexe 3 sont agréés de plein droit pour une période de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent chapitre. Pendant cette période, BEE confirme ou infirme leur agrément pour une période ultérieure, dans les conditions prévues au présent chapitre.

CHAPITRE 3. — *Dispositifs publics d'évaluation démontrant l'exemplarité*

Art. 17. § 1^{er}. BEE reconnaît les dispositifs d'évaluation mis en œuvre par des institutions publiques qui sont réputés démontrer le caractère exemplaire au niveau social ou environnemental d'une entreprise, d'une unité d'établissement ou d'un projet.

Les institutions publiques peuvent être de différents niveaux, en ce compris les niveaux international, national, régional, communautaire et local. Elles peuvent être des autorités, des administrations ou des organismes ou agences publics.

§ 2. En ce qui concerne les évaluations qui portent sur des projets, seuls les projets menés par une micro-entreprise peuvent bénéficier de la reconnaissance visée au présent chapitre.

Les micro-entreprises qui ont mené un projet dont le caractère exemplaire au niveau social ou environnemental est confirmé par un dispositif d'évaluation reconnu en application du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont également réputées exemplaires au niveau social ou environnemental.

Art. 18. La reconnaissance a une durée de validité de 5 ans.

BEE peut déterminer une durée de validité de l'évaluation pour l'entreprise, l'unité d'établissement ou le projet qui en a fait l'objet.

Art. 19. Les dispositifs d'évaluation répondent aux conditions suivantes pour pouvoir faire l'objet de la reconnaissance :

1° l'évaluation contrôle que l'entreprise, l'unité d'établissement ou le projet contribue significativement à un ou plusieurs des objectifs sociaux ou environnementaux visés à l'article 9, §§ 2 et 3, de l'ordonnance ;

2° l'évaluation concerne une partie représentative des activités d'une entreprise, d'une unité d'établissement ou un projet entier, et non uniquement des produits ou des processus.

L'évaluation visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, peut se baser sur des déclarations et des engagements des responsables de l'entreprise ou du projet s'il s'agit d'une entreprise ou d'une unité d'établissement à créer ou d'un projet en cours de lancement.

Art. 20. Les dispositifs d'évaluation sont reconnus de l'une des manières suivantes :

1° à l'initiative de BEE ;

2° sur proposition du comité d'exemplarité.

5° de l'attribution de la date de l'agrément ;

6° de la durée de validité du label pour l'entreprise ou l'unité d'établissement qui le détient, visée à l'article 6, deuxième lid ;

7° desquels, de la date à partir de laquelle les labels in octroyados son admisisbles.

Art. 14. § 1. BEW kan de erkenning van een label intrekken als zij vaststelt dat het label niet voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 7.

§ 2. BEW vraagt het advies aan van het voorbeeldigheidscomité alvorens de erkenning in te trekken, behalve in het geval van grove tekortkomingen.

Het voorbeeldigheidscomité brengt vervolgens een gemotiveerd advies uit binnen 30 dagen van de aanvraag.

BEW beslist over de intrekking op advies van het voorbeeldigheidscomité. Indien BEW van dit advies afwijkt, deelt zij de redenen daarvoor mee aan het voorbeeldigheidscomité.

§ 3. BEW brengt de organisatie die het labels bepaalt en het voorbeeldigheidscomité op de hoogte van de intrekking van de erkenning binnen 15 dagen.

Art. 15. BEW brengt de Minister en Brupartners driemaandelijks op de hoogte van elke nieuwe erkenning of intrekking.

Art. 16. De labels opgenomen in bijlage 3 worden van rechtswege erkend voor een periode van twee jaar vanaf de inwerkingtreding van dit hoofdstuk. Tijdens die periode weigert of bevestigt BEW de erkenning ervan voor een volgende periode, onder de voorwaarden in dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK 3. — *Publieke beoordelingsregelingen die de voorbeeldigheid aantonen*

Art. 17. § 1. BEW erkent de beoordelingsregelingen die door publieke instellingen worden uitgevoerd en die worden geacht het voorbeeldig karakter op sociaal of milieuvlak van een onderneming, een vestigingseenheid of een project aan te tonen.

De publieke instellingen kunnen tot verschillende niveaus behoren, waaronder het internationale, nationale, regionale, gemeenschaps- en lokale niveau. Ze kunnen overheden, administraties of publieke organismen of agentschappen zijn.

§ 2. Wat betreft de beoordelingen die betrekking hebben op projecten, kunnen alleen de projecten gevoerd door een micro-onderneming gebruikmaken van de erkenning bedoeld in dit hoofdstuk.

De micro-ondernemingen die een project hebben gevoerd waarvan het voorbeeldig karakter op sociaal of milieuvlak wordt bevestigd door een beoordelingsregeling erkend met toepassing van paragraaf 1, eerste lid, worden eveneens geacht voorbeeldig op sociaal of milieuvlak te zijn.

Art. 18. De erkenning is 5 jaar geldig.

BEW kan een geldigheidsduur bepalen van de beoordeling voor de onderneming, de vestigingseenheid of het project die er het voorwerp van is geweest.

Art. 19. De beoordelingsregelingen voldoen aan de volgende voorwaarden om voor de erkenning in aanmerking te komen:

1° de beoordeling gaat na dat de onderneming, de vestigingseenheid, of het project aanzienlijk bijdraagt tot een of meer van de sociale en milieudoelstellingen bedoeld in artikel 9, §§ 2 of 3, van de ordonnantie.

2° de beoordeling heeft betrekking op een representatief deel van de activiteiten van een onderneming, vestigingseenheid of volledig project, en niet alleen op producten of processen.

De beoordeling bedoeld in het eerste lid, 1°, kan gebaseerd zijn op verklaringen en verbintenissen van de verantwoordelijken van de onderneming of het project als ze betrekking heeft op een nog op te richten onderneming of vestigingseenheid of een project dat wordt opgestart.

Art. 20. De beoordelingsregelingen worden erkend op een van de volgende wijzen:

1° op initiatief van BEW;

2° op voorstel van het voorbeeldigheidscomité.

Art. 21. Dans le cas visé à l'article 20, 1°, BEE demande l'avis du comité d'exemplarité.

Le comité d'exemplarité émet alors un avis motivé.

BEE décide de la reconnaissance sur avis du comité d'exemplarité. Si BEE s'écarte dudit avis, il en communique les motifs au comité d'exemplarité.

Art. 22. Dans le cas visé à l'article 20, 2°, le comité d'exemplarité soumet sa proposition de reconnaissance motivée à BEE.

BEE statue sur la proposition. Si BEE rejette la proposition, il en communique les motifs au comité d'exemplarité.

Art. 23. BEE informe de la reconnaissance l'institution qui procède à l'évaluation et le comité d'exemplarité. Il invite l'institution à l'informer de toute modification du dispositif d'évaluation relative aux conditions prévues à l'article 7 ou aux informations visées à l'article 13, alinéa 2.

Art. 24. BEE met à disposition sur son site internet une liste des dispositifs d'évaluation reconnus.

Cette liste contient au moins les informations suivantes :

- 1° la mesure dans le cadre de laquelle l'évaluation est effectuée ;
- 2° l'institution qui procède à l'évaluation ;
- 3° si l'évaluation vérifie une exemplarité au niveau social, environnemental ou éventuellement les deux ;
- 4° si l'évaluation concerne une entreprise, une unité d'établissement ou un projet ;
- 5° la date de la reconnaissance ;
- 6° la durée de validité de l'évaluation pour l'entreprise, l'unité d'établissement ou le projet qui en a fait l'objet, visée à l'article 18, alinéa 2.

Art. 25. § 1^{er}. BEE peut retirer la reconnaissance d'un dispositif d'évaluation s'il constate que celle-ci ne satisfait pas aux conditions prévues à l'article 19.

§ 2. BEE demande l'avis du comité d'exemplarité avant de retirer la reconnaissance, sauf dans le cas de manquements graves.

Le comité d'exemplarité émet alors un avis motivé dans les 30 jours de la demande.

BEE décide du retrait sur avis du comité d'exemplarité. Si BEE s'écarte dudit avis, il en communique les motifs au comité d'exemplarité.

§ 3. BEE informe du retrait l'institution qui procède à l'évaluation et le comité d'exemplarité, dans les 15 jours de ce retrait.

Art. 26. BEE informe trimestriellement le Ministre et Brupartners des évaluations ajoutées à la liste ou qui en sont retirées.

Art. 27. Les évaluations énumérées dans l'annexe 4 sont reconnues de plein droit pour une période de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent chapitre. Pendant cette période, BEE confirme ou infirme leur reconnaissance pour une période ultérieure, dans les conditions prévues au présent chapitre.

CHAPITRE 4. — Reconnaissance du caractère exemplaire au niveau social ou environnemental d'une entreprise ou d'une unité d'établissement

Art. 28. Le caractère exemplaire au niveau social ou environnemental d'une entreprise ou d'une unité d'établissement peut être reconnu si les conditions suivantes sont remplies :

- 1° l'entreprise ou l'unité d'établissement contribue significativement aux objectifs sociaux ou environnementaux visés à l'article 9, §§ 2 ou 3, de l'ordonnance ;
- 2° l'entreprise ou l'unité d'établissement ne nuit significativement à aucun des objectifs visés au 1° ;
- 3° l'entreprise ou l'unité d'établissement n'a pas pour effet de réduire le niveau d'emploi en Région de Bruxelles-Capitale, en prenant en considération les activités de l'entreprise demandeuse, ainsi que l'impact de ses activités sur les autres entreprises actives en Région de Bruxelles-Capitale et, en particulier, sur ses sous-traitantes actives en Région de Bruxelles-Capitale ;

Art. 21. In het geval bedoeld in artikel 20, 1°, vraagt BEW het advies van het voorbeeldigheidscomité aan.

Het voorbeeldigheidscomité brengt vervolgens een gemotiveerd advies uit.

BEW beslist over de erkenning op advies van het voorbeeldigheidscomité. Indien BEW van dit advies afwijkt, deelt zij de redenen daarvoor mee aan het voorbeeldigheidscomité.

Art. 22. In het geval bedoeld in artikel 20, 2°, legt het voorbeeldigheidscomité zijn gemotiveerd erkenningsvoorstel voor aan BEW.

BEW beslist over het voorstel. Indien BEW het voorstel afwijst, deelt zij de redenen daarvoor mee aan het voorbeeldigheidscomité.

Art. 23. BEW brengt de instelling die de beoordeling uitvoert en het voorbeeldigheidscomité op de hoogte van de erkenning. Zij nodigt de instelling daarbij uit om haar elke wijziging aan de beoordelingsregeling mee te delen met betrekking tot de voorwaarden bepaald in artikel 19 of de gegevens bedoeld in artikel 24, tweede lid.

Art. 24. BEW stelt op zijn website een lijst van de erkende beoordelingsregelingen ter beschikking.

Deze lijst bevat minstens de volgende gegevens:

- 1° de maatregel binnen het kader waarvan de beoordeling gebeurt;
- 2° de instelling die de beoordeling uitvoert;
- 3° of de beoordeling de voorbeeldigheid op sociaal of milieuvlak, of mogelijks beide, nagaat;
- 4° of de beoordeling betrekking heeft op een onderneming, een vestigingseenheid of een project;
- 5° de datum van de erkenning;
- 6° de geldigheidsduur van de beoordeling voor de onderneming, de vestigingseenheid of het project die er het voorwerp van is geweest, bedoeld in artikel 18, tweede lid.

Art. 25. § 1. BEW kan de erkenning van een beoordelingsregeling intrekken als zij vaststelt dat de beoordeling niet voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 19.

§ 2. BEW vraagt het advies aan van het voorbeeldigheidscomité Alvorens de erkenning in te trekken, behalve in het geval van grove tekortkomingen.

Het voorbeeldigheidscomité brengt vervolgens een gemotiveerd advies uit binnen 30 dagen van de aanvraag.

BEW beslist over de intrekking op advies van het voorbeeldigheidscomité. Indien BEW van dit advies afwijkt, deelt zij de redenen daarvoor mee aan het voorbeeldigheidscomité.

§ 3. BEW brengt de instelling die de beoordeling uitvoert en het voorbeeldigheidscomité op de hoogte van de intrekking binnen 15 dagen.

Art. 26. BEW brengt de Minister en Brupartners driemaandelijks op de hoogte van de beoordelingen die worden toegevoegd aan of geschrapt van de lijst.

Art. 27. De beoordelingen opgenomen in bijlage 4 worden van rechtswege erkend voor een periode van twee jaar vanaf de inwerking-treding van dit hoofdstuk. Tijdens die periode bevestigt of weigert BEW de erkenning ervan voor een volgende periode, onder de voorwaarden bepaald in dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK 4. — Erkenning van het voorbeeldige karakter op sociaal of milieuvlak van een onderneming of vestigingseenheid

Art. 28. Het voorbeeldige karakter op sociaal of milieuvlak van een onderneming of vestigingseenheid kan erkend worden als aan de volgende voorwaarden is voldaan:

- 1° de onderneming of de vestigingseenheid draagt in aanzienlijke mate bij tot de sociale of milieudoelstellingen bedoeld in artikel 9, §§ 2 of 3, van de ordonnantie;
- 2° de onderneming of de vestigingseenheid brengt geen significante schade toe aan een van de doelstellingen bedoeld in 1°;
- 3° de onderneming of de vestigingseenheid heeft niet tot gevolg dat het werkgelegenheidspeil in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest afneemt, rekening houdend met de activiteiten van de aanvragende onderneming en de impact van haar activiteiten op de andere ondernemingen die actief zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en, in het bijzonder, haar onderaannemers die actief zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

4° l'entreprise dispose d'une unité d'établissement en Région de Bruxelles-Capitale inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises ;

5° dans le cas de la reconnaissance d'une unité d'établissement, cette unité d'établissement se trouve en Région de Bruxelles-Capitale et est inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises ;

6° l'entreprise est, au moment de la demande :

a) soit inscrite depuis moins de 4 ans à la Banque-Carrefour des Entreprises ;

b) soit une micro-entreprise.

Art. 29. La reconnaissance de l'entreprise ou de l'unité d'établissement a une durée de validité de 5 ans.

Si l'entreprise demande le renouvellement de la reconnaissance avant la fin de cette période de validité, la reconnaissance est prolongée jusqu'à la décision sur le renouvellement de la reconnaissance conformément à l'article 34.

Art. 30. L'entreprise demande la reconnaissance de son caractère exemplaire au niveau social ou environnemental, ou celui de son unité d'établissement, au moyen du formulaire mis à disposition par BEE, dûment complété.

Art. 31. Dans les 15 jours de la réception de la demande de reconnaissance, BEE :

1° demande l'avis de la commission d'évaluation du comité d'exemplarité ;

2° envoie un accusé de réception à l'entreprise.

Art. 32. Dans les 60 jours de la réception de la demande d'avis, la commission d'évaluation du comité d'exemplarité rend un avis motivé.

Le président du comité peut, d'initiative ou à la demande de la commission d'évaluation, demander des informations supplémentaires à l'entreprise. Le président peut prolonger le délai visé à l'alinéa 1^{er} de 30 jours, s'il l'estime nécessaire pour recueillir des informations supplémentaires.

Le président informe l'entreprise et BEE de la prolongation.

Art. 33. Si la commission d'évaluation envisage de rendre un avis défavorable, le président du comité communique cette intention et ses motifs à l'entreprise dans le délai visé à l'article 32.

L'entreprise dispose d'un délai de 15 jours pour transmettre ses observations écrites au comité d'exemplarité.

La commission d'évaluation du comité d'exemplarité émet alors un avis motivé dans les 30 jours de l'expiration du délai visé à l'alinéa 2.

Art. 34. Dans les 30 jours de la réception de l'avis ou de l'expiration du délai visé à l'article 32 ou 33, BEE décide de la reconnaissance. Si BEE s'écarte dudit avis, il en communique les motifs au comité d'exemplarité.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'avis de la commission d'évaluation du comité d'exemplarité vaut décision. A défaut d'avis, la demande est réputée refusée.

Art. 35. BEE informe l'entreprise et le comité d'exemplarité de la reconnaissance ou du refus.

Art. 36. Les entreprises reconnues communiquent à BEE, dans les 30 jours de l'événement, tout changement de leur situation relatif aux conditions prévues à l'article 28 susceptible d'affecter leur reconnaissance.

Art. 37. § 1^{er}. BEE peut retirer la reconnaissance d'une entreprise ou d'une unité d'établissement s'il constate que celle-ci ne remplit pas les conditions prévues à l'article 28 ou ne respecte pas l'obligation de communication prévue à l'article 36.

§ 2. BEE demande l'avis de la commission d'évaluation du comité d'exemplarité avant de retirer la reconnaissance, sauf dans le cas de manquements graves et avérés.

Le président du comité d'exemplarité communique à l'entreprise le motif du retrait envisagé, dans les 10 jours de la demande d'avis.

L'entreprise dispose d'un délai de 15 jours pour transmettre ses observations écrites au comité d'exemplarité.

4° de onderneming beschikt over een vestigingseenheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen;

5° in het geval van de erkenning van een vestigingseenheid, is die vestigingseenheid gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen;

6° de onderneming is, op het moment van de aanvraag:

a) ofwel sinds minder dan 4 jaar ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen;

b) ofwel een micro-onderneming.

Art. 29. De erkenning van de onderneming of de vestigingseenheid is 5 jaar geldig.

Als de onderneming de hernieuwing van de erkenning aanvraagt voor het einde van die geldigheidsperiode, wordt de erkenning verlengd tot de beslissing over de hernieuwing van de erkenning overeenkomstig artikel 34.

Art. 30. Een onderneming vraagt de erkenning van haar voorbeeldig karakter op sociaal of milieuvlak, of dat van haar vestigingseenheid, aan bij BEW, met behulp van het door BEW beschikbaar gestelde en naar behoren ingevulde formulier.

Art. 31. Binnen 15 dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag:

1° vraagt BEW het advies van de beoordelingscommissie van het voorbeeldigheidscomité;

2° verzendt BEW een ontvangstbevestiging naar de onderneming.

Art. 32. Binnen 60 dagen na de ontvangst van de adviesaanvraag brengt de beoordelingscommissie van het voorbeeldigheidscomité een gemotiveerd advies uit.

De voorzitter van het comité kan, uit eigen beweging of op vraag van de beoordelingscommissie, bijkomende inlichtingen vragen aan de onderneming. De voorzitter mag de in het eerste lid bedoelde termijn met 30 dagen verlengen als hij dit nodig acht met het oog op het verkrijgen van bijkomende inlichtingen.

De voorzitter brengt de onderneming en BEW op de hoogte van de verlenging.

Art. 33. Als de beoordelingscommissie voornemt een ongunstig advies uit te brengen, deelt de voorzitter van het comité dat voornemen en de redenen daarvoor mee aan de onderneming binnen de termijn bedoeld in artikel 32.

De onderneming beschikt over een termijn van 15 dagen om zijn schriftelijke opmerkingen aan het voorbeeldigheidscomité te bezorgen.

De beoordelingscommissie van het voorbeeldigheidscomité brengt vervolgens een gemotiveerd advies uit binnen 30 dagen van het verstrijken van de termijn bedoeld in het tweede lid.

Art. 34. Binnen 30 dagen na ontvangst van het advies of na het verstrijken van de in artikel 32 of 33 bedoelde termijn beslist BEW over de erkenning. Indien BEW van dit advies afwijkt, deelt zij de redenen daarvoor mee aan het voorbeeldigheidscomité.

Zodra de in het eerste lid bedoelde termijn is verstreken, geldt het advies van de beoordelingscommissie van het voorbeeldigheidscomité als beslissing. Bij gebrek aan advies wordt de aanvraag als geweigerd beschouwd.

Art. 35. BEW brengt de onderneming en het voorbeeldigheidscomité op de hoogte van de erkenning of van de weigering.

Art. 36. De erkende ondernemingen delen elke wijziging van hun situatie met betrekking tot de voorwaarden bepaald in artikel 28 die een invloed kan hebben op hun erkenning mee aan BEW binnen 30 dagen van het voorval.

Art. 37. § 1. BEW kan de erkenning van een onderneming of vestigingseenheid intrekken als zij vaststelt dat die niet voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 28 of de mededelingsverplichting bepaald in artikel 36 niet naleeft.

§ 2. BEW vraagt het advies aan van de beoordelingscommissie van het voorbeeldigheidscomité alvorens de vaststelling in te trekken, behalve in het geval van grove en bewezen tekortkomingen.

De voorzitter van het voorbeeldigheidscomité deelt, binnen 10 dagen van de adviesaanvraag, de reden voor de overwogen intrekking mee aan de onderneming.

De onderneming beschikt over een termijn van 15 dagen om zijn schriftelijke opmerkingen aan het voorbeeldigheidscomité te bezorgen.

La commission d'évaluation du comité d'exemplarité émet alors un avis motivé dans les 30 jours de l'expiration du délai visé à l'alinéa 3.

BEE décide du retrait sur avis de la commission d'évaluation du comité d'exemplarité. Si BEE s'écarte dudit avis, il en communique les motifs au comité d'exemplarité.

§ 3. BEE informe l'entreprise et le comité d'exemplarité du retrait de la reconnaissance dans les 15 jours de ce retrait.

CHAPITRE 5. — *Critères permettant d'établir qu'une entreprise, une unité d'établissement ou un projet est exemplaire au niveau social*

Art. 38. Les entreprises, unités d'établissements et projets qui, en application du chapitre 3 ou du chapitre 4, ont fait l'objet d'une évaluation ou d'une décision négative au regard de leur exemplarité au niveau social ou environnemental ne peuvent pas utiliser les critères fixés au présent chapitre pour démontrer leur exemplarité au niveau social.

L'alinéa 1^{er} s'applique pendant une période d'un an à partir de la date de l'évaluation ou de la décision négative.

Art. 39. Sont réputées exemplaires au niveau social, les entreprises qui occupent en équivalent temps plein au moins une personne et au moins 30% de leur personnel relevant d'au moins une des catégories suivantes :

1° des personnes occupées dans le cadre d'un ACS d'insertion pour lequel l'entreprise bénéficie de la prime visée à l'article 28bis de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés ;

2° des personnes occupées dans le cadre d'un dispositif d'emploi d'insertion en économie sociale tel que visé à l'article 5 de l'ordonnance du 23 juin 2017 relative aux aides à l'emploi accessibles en Région de Bruxelles-Capitale ;

3° des personnes occupées dans le cadre du dispositif d'activation à l'emploi visé aux articles 14 à 26 de l'ordonnance du 23 juin 2017 relative aux aides à l'emploi accessibles en Région de Bruxelles-Capitale ;

4° des personnes mises à disposition de l'entreprise dans le cadre de l'article 60, § 7, ou 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale.

Art. 40. Les entreprises qui occupent au moins une personne sous contrat de formation en alternance sont réputées exemplaires au niveau social.

Par contrat de formation en alternance, on entend les contrats suivants, reconnus par les Communautés compétentes sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, ainsi que les contrats similaires qui remplaceront ou compléteront les suivants :

1° une convention de stage de chef d'entreprise telle que visée à l'article 6 de l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne ;

2° un contrat d'alternance tel que visé par l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

3° un contrat de formation en alternance tel que visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, du décret flamand du 10 juin 2016 réglant certains aspects de la formation en alternance ;

4° un contrat d'apprentissage tel que visé au Titre II de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés ;

5° une convention d'immersion professionnelle telle que visée au Chapitre 10 du Titre IV de la loi-programme du 2 août 2002, si elle est liée à l'inscription de l'apprenant auprès d'un centre de formation en alternance reconnu par l'une des Communautés ;

6° un contrat de travail à mi-temps, s'il est lié à l'inscription de l'apprenant auprès d'un centre de formation en alternance reconnu par l'une des Communautés.

De beoordelingscommissie van het voorbeeldigheidscomité brengt vervolgens een gemotiveerd advies uit binnen 30 dagen van het verstrijken van de termijn bedoeld in het derde lid.

BEW beslist over de intrekking op advies van de beoordelingscommissie van het voorbeeldigheidscomité. Indien BEW van dit advies afwijkt, deelt zij de redenen daarvoor mee aan het voorbeeldigheidscomité.

§ 3. BEW brengt de onderneming en het voorbeeldigheidscomité op de hoogte van de intrekking van de erkenning binnen 15 dagen ervan.

HOOFDSTUK 5. — *Criteria die toelaten vast te stellen dat een onderneming, een vestigingseenheid of een project voorbeeldig is op sociaal vlak*

Art. 38. De ondernemingen, vestigingseenheden en projecten die, met toepassing van hoofdstuk 3 of 4, het voorwerp hebben uitgemaakt van een negatieve beoordeling of beslissing met betrekking tot hun voorbeeldigheid op sociaal of milieuvlak kunnen geen gebruik maken van de criteria bepaald in dit hoofdstuk om hun voorbeeldigheid op sociaal vlak aan te tonen.

Het eerste lid is van toepassing gedurende een periode van een jaar vanaf de datum van de negatieve beoordeling of beslissing.

Art. 39. Worden geacht voorbeeldig te zijn op sociaal vlak, de ondernemingen die in voltijdse equivalenten minstens één persoon en minstens 30% van hun personeel behorende tot minstens één van de volgende categorieën tewerkstellen:

1° personen die tewerkgesteld zijn in het kader van een inschakelings-GECO waarvoor de onderneming de premie bedoeld in artikel 28bis van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen geniet;

2° personen die tewerkgesteld zijn in het kader van een inschakelingsbaan in de sociale economie als bedoeld in artikel 5 van de ordonnantie van 23 juni 2017 betreffende de tewerkstellingssteun in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° personen die tewerkgesteld zijn in het kader van de maatregel van activering via werk bedoeld in de artikelen 14 tot en met 26 van de ordonnantie van 23 juni 2017 betreffende de tewerkstellingssteun in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

4° personen die ter beschikking worden gesteld aan de onderneming in het kader van artikel 60, § 7, of 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 40. De ondernemingen die ten minste één persoon met een overeenkomst van alternerende opleiding in dienst hebben, worden geacht voorbeeldig te zijn op sociaal vlak.

Onder overeenkomst van alternerende opleiding verstaat men de volgende overeenkomsten erkend door de Gemeenschappen die bevoegd zijn op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, alsook de gelijkaardige overeenkomsten die de volgende vervangen of vervollgedigen:

1° een stageovereenkomst van ondernemingshoofd als bedoeld in artikel 6 van de samenwerkingsovereenkomst betreffende de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middel grote ondernemingen, gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

2° een alternerende overeenkomst als bedoeld in het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel, op 24 oktober 2008, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

3° een overeenkomst van alternerende opleiding als bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° en 2°, van het Vlaams decreet van 10 juni 2016 tot regeling van bepaalde aspecten van alternerende opleidingen;

4° een leerovereenkomst als bedoeld in Titel II van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst;

5° een beroepsinlevingsovereenkomst als bedoeld in Hoofdstuk X, Titel IV van de programmawet van 2 augustus 2002, indien hij verbonden is aan de inschrijving van de leerling bij een centrum voor alternerende opleiding erkend door een van de Gemeenschappen;

6° een halftijdse arbeidsovereenkomst, indien hij verbonden is aan de inschrijving van de leerling bij een centrum voor alternerende opleiding erkend door een van de Gemeenschappen.

Art. 41. Sont réputées exemplaires au niveau social, les entreprises qui :

1° occupent au moins une personne dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle, telle que visée aux articles 33 à 42 de l'arrêté 2016/1620 du Collège de la Commission communautaire française du 29 septembre 2016 portant exécution du Décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle ou au chapitre III du titre III de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 juin 2009 portant organisation de l'emploi et de la formation professionnelle ;

2° et:

a) soit bénéficient d'une prime visée à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2022 instaurant un soutien à la mise en formation professionnelle individuelle en entreprise ;

b) soit la personne concernée est un demandeur d'emploi inoccupé depuis 12 mois au moins.

Les entreprises visées à l'alinéa 1^{er} sont réputées exemplaires au niveau social pendant la période de formation professionnelle individuelle et la période d'emploi qui s'ensuit pour la même durée que la formation.

Art. 42. Les entreprises qui occupent au moins une personne sous convention de stage dans le cadre d'un stage de première expérience professionnelle visé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 septembre 2016 relatif au stage de première expérience professionnelle sont réputées exemplaires au niveau social.

CHAPITRE 6. — *Fonctionnement du comité d'exemplarité*

Art. 43. Le comité d'exemplarité est composé des membres suivants :

1° un représentant du Service Economie de BEE, qui préside le comité ;

2° un représentant du Service Emploi de BEE ;

3° un représentant de Bruxelles Environnement ;

4° un représentant d'Innoviris ;

5° un représentant de l'Agence bruxelloise pour l'Accompagnement des Entreprises, appelée hub.brussels ;

6° un représentant de la Société régionale d'Investissement de Bruxelles, appelée finance&invest.brussels ;

7° un représentant de la Société de développement pour la Région de Bruxelles-Capitale, appelée citydev.brussels ;

8° deux représentants de Brupartners ;

9° au maximum deux personnes externes ayant une expertise en matière d'exemplarité au niveau social ou environnemental des entreprises.

Le comité d'exemplarité est valablement constitué si quatre au moins de ses membres sont nommés, en ce compris le représentant du Service Economie de BEE.

Art. 44. Le comité d'exemplarité exerce les missions suivantes :

1° délivrer des avis visés aux chapitres 2 et 3 ;

2° formuler les propositions visées aux articles 10 et 22 ;

3° établir les lignes directrices pour l'appréciation du caractère exemplaire au niveau social ou environnemental visées à l'article 9, § 5, alinéa 1^{er}, 4°, b), de l'ordonnance ;

4° établir un rapport annuel dans lequel il évalue la mise en œuvre du présent arrêté et en présente un compte rendu statistique, dont, entre autres, une évaluation de l'application du chapitre 5 et sa contribution aux objectifs sociaux visés à l'article 9, § 2, de l'ordonnance ;

5° formuler des propositions au Ministre pour améliorer le fonctionnement du présent arrêté.

Le rapport annuel est transmis au Ministre et à Brupartners. Le Ministre communique le rapport au Gouvernement.

Les lignes directrices visées au premier alinéa, 3°, peuvent notamment se référer au résultat du rapportage sur les informations en matière de durabilité réalisé par les entreprises sur la base de la réglementation européenne.

Art. 41. Worden geacht voorbeeldig te zijn op sociaal vlak, de ondernemingen die:

1° ten minste één persoon in dienst hebben in het kader van een individuele beroepsopleiding, als bedoeld in de artikelen 33 tot 42 van het besluit 2016/1620 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 september 2016 tot uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende de oprichting van het 'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle' of in hoofdstuk III van titel III van het besluit van de Vlaamse Regering van 5 juni 2009 houdende de organisatie van de arbeidsbemiddeling en de beroepsopleiding;

2° en:

a) ofwel daarvoor een premie genieten als bedoeld in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2022 tot instelling van een steun voor individuele beroepsopleiding in de onderneming (FPle);

b) ofwel de betrokken persoon een niet-werkende werkzoekende is sinds ten minste 12 maanden.

De ondernemingen bedoeld in het eerste lid worden geacht voorbeeldig te zijn op sociaal vlak tijdens de periode van de individuele beroepsopleiding en de daaropvolgende periode van tewerkstelling voor dezelfde duur als de opleiding.

Art. 42. De ondernemingen die ten minste één persoon in dienst hebben met een stageovereenkomst in het kader van een stage eerste werkervaring bedoeld in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 september 2016 betreffende de stage eerste werkervaring, worden geacht voorbeeldig te zijn op sociaal vlak.

HOOFDSTUK 6. — *Werking van het voorbeeldigheidscomité*

Art. 43. Het voorbeeldigheidscomité is samengesteld uit de volgende leden:

1° een vertegenwoordiger van de Dienst Economie van BEW, die het comité voorziet;

2° een vertegenwoordiger van de Dienst Werkgelegenheid van BEW;

3° een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel;

4° een vertegenwoordiger van Innoviris;

5° een vertegenwoordiger van het Brussels Agentschap voor Bedrijfs-ondersteuning, hub.brussels genoemd;

6° een vertegenwoordiger van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel, finance&invest.brussels genoemd;

7° een vertegenwoordiger van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, citydev.brussels benoemd;

8° twee vertegenwoordigers van Brupartners;

9° maximum twee externe personen die een expertise hebben op het vlak van de voorbeeldigheid op sociaal of milieuvlak van ondernemingen.

Het voorbeeldigheidscomité is geldig opgericht zodra minstens vier leden zijn benoemd, met inbegrip van de vertegenwoordiger van de Dienst Economie van BEW.

Art. 44. Het voorbeeldigheidscomité oefent de volgende opdrachten uit:

1° de adviezen bedoeld in hoofdstuk 2 en 3 verlenen;

2° de voorstellen bedoeld in de artikelen 10 en 22 formuleren;

3° de richtlijnen opstellen voor de beoordeling van het voorbeeldige karakter op sociaal of milieuvlak bedoeld in artikel 9, § 5, eerste lid, 4°, b), van de ordonnantie;

4° een jaarlijks verslag opstellen waarin het de uitvoering van dit besluit evalueert en een statistisch overzicht erover uiteenzet, waaronder onder meer een evaluatie van de toepassing van hoofdstuk 5 en zijn bijdrage aan sociale doelstellingen bedoeld in artikel 9, § 2, van de ordonnantie;

5° voorstellen formuleren aan de Minister om de werking van dit besluit te verbeteren.

Het jaarlijks verslag wordt bezorgd aan de Minister en aan Brupartners. De Minister deelt het verslag mee aan de Regering.

De richtlijnen bedoeld in het eerste lid, 3°, kunnen onder meer betrekking hebben op het resultaat van de rapportering over duurzaamheidsinformatie gedaan door ondernemingen op basis van de Europese regelgeving.

Art. 45. Au sein du comité d'exemplarité, une commission d'évaluation est créée, composée des membres visés à l'article 43, alinéa 1^{er}, 1° à 7°.

La commission d'évaluation délivre les avis visés aux articles 32 et 36 sur la reconnaissance ou le retrait de la reconnaissance d'une entreprise.

Art. 46. Le Ministre nomme les membres du comité pour un mandat renouvelable de 5 ans.

Le Ministre peut nommer un suppléant pour chaque membre.

Le Ministre nomme au moins un membre francophone et un membre néerlandophone parmi les membres visés à l'article 43, alinéa 1^{er}, 1° à 7°.

Art. 47. Le membre effectif qui cesse d'exercer son mandat avant la date à laquelle celui-ci expire normalement peut être remplacé par son membre suppléant, qui achève le mandat.

Art. 48. Le mandat d'un membre prend fin de plein droit en cas de perte de la qualité en raison de laquelle le membre a été nommé.

Le Ministre peut révoquer la nomination d'un membre en cas de non-respect des exigences prévues dans le présent arrêté ou dans le règlement d'ordre intérieur établi conformément à l'article 51, ainsi que dans les cas suivants :

- 1° une conduite notoire ;
- 2° un manquement aux exigences d'impartialité ;
- 3° une rupture de confidentialité ;
- 4° un manquement grave aux devoirs de sa charge ;

5° l'absence à plus de trois séances consécutives, sauf en cas de force majeure.

Art. 49. § 1^{er}. Le comité délibère valablement lorsqu'au moins le président et 3 autres membres ou au moins 5 membres sont présents. La commission d'évaluation délibère valablement lorsqu'au moins le président et 2 autres membres ou au moins 4 membres sont présents.

L'avis donné par le comité ou la commission d'évaluation est valablement émis à la majorité simple des voix.

Le président dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix.

§ 2. Un membre ne peut siéger lorsqu'il a un intérêt direct ou indirect à l'objet de la délibération.

Art. 50. Le Ministre peut fixer les modalités de désignation et de rémunération des membres du comité visés à l'article 43, 9°.

Art. 51. Le comité établit un règlement d'ordre intérieur qu'il soumet pour approbation au Ministre.

Art. 52. BEE assure le secrétariat du comité.

CHAPITRE 7. — Dispositions finales

Art. 53. Entrent en vigueur 10 jours après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* :

- 1° les articles 9 et 14 de l'ordonnance ;
- 2° les chapitres 1, 6 et 7 du présent arrêté.

Les chapitres 2, 3 et 5 du présent arrêté entrent en vigueur le 6 novembre 2023.

Le Gouvernement détermine la date d'entrée en vigueur du chapitre 4.

Art. 54. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 juillet 2023.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de l'Economie,
A. MARON

Art. 45. Binnen het voorbeeldigheidscomité wordt een beoordelingscommissie opgericht, samengesteld uit de leden bedoeld in artikel 43, eerste lid, 1° tot en met 7°.

De beoordelingscommissie verleent de adviezen bedoeld in de artikelen 32 en 36 betreffende de erkenning, of de intrekking ervan, van een onderneming.

Art. 46. De Minister benoemt de comitéleden voor een hernieuwbaar mandaat van 5 jaar.

Voor elk lid mag de Minister een plaatsvervanger benoemen.

De Minister benoemt minstens één Franstalig en één Nederlandstalig lid onder de leden bedoeld in artikel 43, eerste lid, 1° tot en met 7°.

Art. 47. Het lid dat ophoudt zijn mandaat uit te oefenen voordat dit normaliter verstrijkt, wordt vervangen door zijn plaatsvervanger, die het mandaat voltoeit.

Art. 48. Het mandaat van een lid eindigt van rechtswege in geval van verlies van de hoedanigheid op grond waarvan het lid werd benoemd.

De Minister kan een lid afzetten bij niet-naleving van de voorwaarden die zijn vastgelegd in dit besluit of in het overeenkomstig artikel 51 opgestelde huishoudelijk reglement en in de volgende gevallen:

- 1° bij kennelijk wangedrag;
- 2° bij tekortkoming aan de vereisten inzake onpartijdigheid;
- 3° bij een vertrouwensbreuk;
- 4° bij een ernstige tekortkoming aan de plichten die voortvloeien uit zijn opdracht;
- 5° bij afwezigheid op meer dan drie opeenvolgende zittingen, tenzij door overmacht.

Art. 49. § 1. Het comité beraadslaagt geldig als minstens de voorzitter en 3 andere leden of minstens 5 leden aanwezig zijn. De beoordelingscommissie beraadslaagt geldig als minstens de voorzitter en 2 andere leden of minstens 4 leden aanwezig zijn.

Het advies van het comité of de beoordelingscommissie wordt geldig uitgebracht bij een gewone meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 2. Een lid mag niet zetelen wanneer hij een rechtstreeks of onrechtstreeks belang heeft bij het onderwerp van de beraadslaging.

Art. 50. De Minister kan de nadere regels vaststellen voor de benoeming en vergoeding van de comitéleden bedoeld in artikel 43, 9°.

Art. 51. Het comité stelt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

Art. 52. BEW staat in voor het secretariaat van het comité.

HOOFDSTUK 7. — Slotbepalingen

Art. 53. Treden in werking 10 dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*:

- 1° de artikelen 9 en 14 van de ordonnantie;
- 2° de hoofdstukken 1, 6 en 7 van dit besluit.

De hoofdstukken 2, 3 en 5 van dit besluit treden in werking op 6 november 2023.

De Regering bepaalt de inwerkingtredingsdatum van hoofdstuk 4.

Art. 54. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 juli 2023.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President,
R. VERVOORT

De Minister bevoegd voor Economie,
A. MARON

Annexe 1. – Codes NACE exclus visés à l'article 3

Bijlage 1. – Uitgesloten NACE-codes bedoeld in artikel 3

Codes NACE exclus :	Uitgesloten NACE-codes:
05. Extraction de houille et de lignite	05. Winning van steenkool en bruinkool
06. Extraction d'hydrocarbures	06. Winning van aardolie en aardgas
08.92 Extraction de tourbe	08.92 Winning van turf
09.100 Activités de soutien à l'extraction d'hydrocarbures	09.100 Ondersteunende activiteiten in verband met de aardolie- en aardgaswinning
12. Fabrication de produits à base de tabac	12. Vervaardiging van tabaksproducten
19. Cokéfaction et raffinage de pétrole	19. Vervaardiging van cokes en van geraffineerde aardolieproducten
25.4 Fabrication d'armes et de munitions	25.4 Vervaardiging van wapens en munitie
30.4 Construction de véhicules militaires de combat	30.4 Vervaardiging van militaire gevechtsvoertuigen
46.215 Commerce de gros de tabac non manufacturé	46.215 Groothandel in ruwe tabak
46.350 Commerce de gros de produits à base de tabac	46.350 Groothandel in tabaksproducten
47.260 Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé	47.260 Detailhandel in tabaksproducten in gespecialiseerde winkels
47.783 Commerce de détail d'armes et de munitions en magasin spécialisé	47.783 Detailhandel in wapens en munitie in gespecialiseerde winkels
92. Organisation de jeux de hasard et d'argent	92. Loterijen en kansspelen

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2023 relatif à l'exemplarité au niveau social et environnemental des entreprises ;

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2023 betreffende de voorbeeldigheid op sociaal en milieuvlak van ondernemingen;

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

De Minister-President,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de l'Economie,
A. MARON

De Minister bevoegd voor Economie,
A. MARON

Annexe 2. – Liste des conventions internationales visées à l'article 3, 2°, a)

Bijlage 2. – Lijst van internationale verdragen bedoeld in artikel 3, 2°, a)

- Convention n° 87 de l'OIT concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical;	- IAO-Verdrag 87 betreffende de vrijheid tot het oprichten van vakverenigingen en de bescherming van het vakverenigingsrecht;
- Convention n° 98 de l'OIT sur le droit d'organisation et de négociation collective;	- IAO-Verdrag 98 betreffende de toepassing van de beginselen van het recht zich te organiseren en collectief te onderhandelen;
- Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé;	- IAO-Verdrag 29 betreffende de gedwongen of verplichte arbeid;
- Convention n° 105 de l'OIT sur l'abolition du travail forcé;	- IAO-Verdrag 105 betreffende de afschaffing van gedwongen arbeid;
- Convention n° 138 de l'OIT concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi;	- IAO-Verdrag 138 betreffende de minimumleeftijd voor toelating tot het arbeidsproces;
- Convention n° 111 de l'OIT concernant la discrimination (emploi et profession);	- IAO-Verdrag 111 betreffende discriminatie in arbeid en beroep;
- Convention n° 100 de l'OIT sur l'égalité de rémunération;	- IAO-Verdrag 100 betreffende gelijke beloning;
- Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants;	- IAO-Verdrag 182 over de ernstigste vormen van kinderarbeid;
- Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et son protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;	- Verdrag van Wenen ter bescherming van de ozonlaag en het Protocol van Montreal betreffende stoffen die de ozonlaag afbreken;
- Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (convention de Bâle);	- Verdrag van Bazel inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan (Verdrag van Bazel);
- Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants;	- Verdrag van Stockholm inzake persistente organische verontreinigende stoffen (POP's-Verdrag van Stockholm);
- Convention de Rotterdam du 10 septembre 1998 sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international (PNUE/FAO) (Convention PIC), et ses trois protocoles régionaux.	- Verdrag inzake voorafgaande geïnformeerde toestemming voor bepaalde gevaarlijke chemische stoffen en pesticiden in de internationale handel (UNEP/FAO) (PIC-Verdrag), Rotterdam, 10 september 1998, en de 3 regionale protocollen.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2023 relatif à l'exemplarité au niveau social et environnemental des entreprises ;

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2023 betreffende de voorbeeldigheid op sociaal en milieuvlak van ondernemingen;

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

De Minister-President,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de l'Economie,
A. MARON

De Minister bevoegd voor Economie,
A. MARON

Annexe 3. – Labels agréés, visés à l'article 16

Bijlage 3. – Erkende labels bedoeld in artikel 16

Nom du label	Organisation qui définit le label	Type d'exemplarité	Durée de validité*	Entreprise ou unité d'établissement
EMAS	Commission européenne	Environnemental	3 ans	Unité d'établissement
ISO 14001:2015	Organisation internationale de normalisation	Environnemental	3 ans	Unité d'établissement
ISO 5001:2018	Organisation internationale de normalisation	Environnemental	3 ans	Unité d'établissement
Label Good Food Resto	Bruxelles Environnement	Environnemental	3 ans	Unité d'établissement
Label Entreprise Ecodynamique (2.0)	Bruxelles Environnement	Environnemental	5 ans	Unité d'établissement
The Green Key	Foundation for Environmental Education (FEE) Fédération Inter-Environnement Wallonie (IEW) GoodPlanet Belgium	Environnemental	3 ans	Unité d'établissement
Société coopérative agréée	SPF Economie	Social	5 ans	Entreprise
Agrément entreprise sociale	SPF Economie	Environnemental Social	5 ans	Entreprise
Agrément entreprise sociale	Bruxelles Economie et Emploi	Social	5 ans	Entreprise
Label diversité	Actiris	Social	2 ans	
Reconnaissance en économie circulaire	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental	3 ans	Entreprise
Cluster Circlemade	Hub.brussels	Environnemental	5 ans	Entreprise
Cluster Ecobuild	Hub.brussels	Environnemental	5 ans	Entreprise
Greenbizz	Brussels Greenbizz	Environnemental	5 ans	Entreprise
ISO 20121	Organisation internationale de normalisation	Environnemental	3 ans	Unité d'établissement
Reconnaissance de l'artisan	SPF Economie	Social	5 ans	Entreprise

* La durée de validité d'un label porte sur la date à laquelle l'entreprise ou l'unité d'établissement obtient le label.

Naam van het label	Organisatie die het label bepaalt	Voorbeeldigheids-type	Geldigheids-duur*	Onderneming of vestigingseenheid
EMAS	Europese Commissie	Milieu	3 jaar	Vestigingseenheid
ISO 14001:2015	Internationale Organisatie voor Standaardisatie	Milieu	3 jaar	Vestigingseenheid
ISO 50001:2018	Internationale Organisatie voor Standaardisatie	Milieu	3 jaar	Vestigingseenheid
Label Good Food Resto	Leefmilieu Brussel	Milieu	3 jaar	Vestigingseenheid
Label Entreprise Ecodynamique (2.0)	Leefmilieu Brussel	Milieu	5 jaar	Vestigingseenheid
The Green Key	Foundation for Environmental Education (FEE) Fédération Inter-Environnement Wallonie (IEW) GoodPlanet Belgium	Milieu	3 jaar	Vestigingseenheid
Erkende coöperatieve vennootschap	FOD Economie	Sociaal	5 jaar	Onderneming
Erkenning sociale onderneming	FOD Economie	Milieu Sociaal	5 jaar	Onderneming
Erkenning sociale onderneming	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Sociaal	5 jaar	Onderneming
Label diversiteit	Actiris	Sociaal	2 jaar	Onderneming
Erkenning circulaire economie	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu	3 jaar	Onderneming
Cluster Circlemade	Hub.brussels	Milieu	5 jaar	Onderneming
Cluster Ecobuild	Hub.brussels	Milieu	5 jaar	Onderneming
Greenbizz	Brussels Greenbizz	Milieu	5 jaar	Onderneming
ISO 20121	Internationale Organisatie voor Standaardisatie	Milieu	3 jaar	Vestigingseenheid

Erkenning als ambachtsman/ vrouw	FOD Economie	Sociaal	5 jaar	Onderneming
* De geldigheidsduur van een label heeft betrekking op de datum waarop de onderneming of de vestigingseenheid het label bekomt.				

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2023 relatif à l'exemplarité au niveau social et environnemental des entreprises ;

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2023 betreffende de voorbeeldigheid op sociaal en milieuvlak van ondernemingen;

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

De Minister-President,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de l'Economie,
A. MARON

De Minister bevoegd voor Economie,
A. MARON

Annexe 4. – Dispositifs d'évaluation reconnus, visés à l'article 27

Bijlage 4. – Erkende beoordelingsregelingen bedoeld in artikel 27

Dispositif d'évaluation	Institution	Type d'exemplarité	Durée de validité*	Entreprise, unité d'établissement ou projet
Impact Scoring Platform, avec un score de A ou B	Finance&invest.brussels	Environnemental Social	5 ans	Entreprise
Dispositif d'évaluation de l'exemplarité d'Innoviris	Innoviris	Environnemental Social	5 ans	Projet
Garantie majorée du Fonds bruxellois de garantie	Fonds bruxellois de garantie	Environnemental Social	5 ans	Entreprise
Dispositif d'évaluation de l'exemplarité de Citydev avec un score de minimum 50%	Citydev	Environnemental Social	5 ans	Entreprise
Lauréat de l'appel à projet BeCircular 2018	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet BeCircular 2019	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet BeCircular 2020	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet BeCircular 2021	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet BeCircular 2022	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet BeCircular 2023	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Numérique 2021	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Numérique 2022	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Numérique 2023	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Women in business 2022	Bruxelles Economie et Emploi	Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Women in business 2023	Bruxelles Economie et Emploi	Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Entreprises sociales et démocratiques 2020	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Entreprises sociales et démocratiques 2021	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Entreprises sociales et démocratiques 2022	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Entreprises sociales et démocratiques 2023	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Crea.brussels 2021	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Crea.brussels 2022	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Crea.brussels 2023	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Open Soon 2018	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Open Soon 2019	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Open Soon 2020	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental	5 ans	Projet

Lauréat de l'appel à projet Open Soon 2021	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Open Soon 2022	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Open Soon 2023	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Local & Together 2020	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Local & Together 2021	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Local & Together 2022	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
Lauréat de l'appel à projet Local & Together 2023	Bruxelles Economie et Emploi	Environnemental Social	5 ans	Projet
* La durée de validité d'un dispositif d'évaluation porte sur la date à laquelle l'évaluation de l'entreprise, de l'unité d'établissement ou du projet est réalisée.				
Beoordelingsregeling	Instelling	Voorbeeldigheids-type	Geldigheids-duur*	Onderneming, vestigingseenheid of project
Impact Scoring Platform, met een score van A of B	Finance&invest.brussels	Milieu Sociaal	5 jaar	Onderneming
Beoordelingsregeling van de voorbeeldigheid van Innoviris	Innoviris	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Verhoogde waarborg van het Brussels Waarborgfonds	Brussels Waarborgfonds	Milieu Sociaal	5 jaar	Onderneming
Beoordelingsregeling van de voorbeeldigheid van Citydev met een minimumscore van 50%	Citydev	Milieu Sociaal	5 jaar	Onderneming
Laureaat van de projectoproep BeCircular 2018	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep BeCircular 2019	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep BeCircular 2020	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep BeCircular 2021	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep BeCircular 2022	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep BeCircular 2023	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Digitalisering 2021	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Digitalisering 2022	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Digitalisering 2023	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Women in business 2022	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Women in business 2023	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Sociale en democratische ondernemingen 2020	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project

Laureaat van de projectoproep Sociale en democratische ondernemingen 2021	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Sociale en democratische ondernemingen 2022	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Sociale en democratische ondernemingen 2023	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Crea.brussels 2021	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Crea.brussels 2022	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Crea.brussels 2023	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Open Soon 2018	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Open Soon 2019	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Open Soon 2020	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Open Soon 2021	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Open Soon 2022	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Open Soon 2023	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Local & Together 2020	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Local & Together 2021	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Local & Together 2022	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
Laureaat van de projectoproep Local & Together 2023	Brussel Economie en Werkgelegenheid	Milieu Sociaal	5 jaar	Project
* De geldigheidsduur van een beoordelingsregeling heeft betrekking op de datum waarop de beoordeling van de onderneming, de vestigingseenheid of het project het label is uitgevoerd.				

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2023 relatif à l'exemplarité au niveau social et environnemental des entreprises ;

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2023 betreffende de voorbeeldigheid op sociaal en milieuvlak van ondernemingen;

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

De Minister-President,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de l'Economie,
A. MARON

De Minister bevoegd voor Economie,
A. MARON